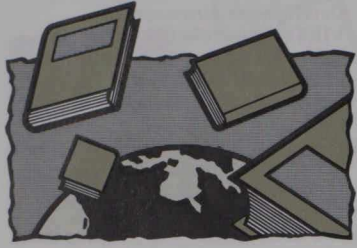


LIVRES



Tous azimuts Régis Debray

Éditions Odile Jacob/FEDN
Paris, 1989.
218 pages, 29,95 \$

■ «Penser l'Europe de la défense, n'est-ce pas repenser l'Europe d'aujourd'hui à la lumière de ce que pourrait être un jour sa défense ou encore dessiner ce que devrait être l'Europe de demain pour qu'elle puisse se défendre après-demain ?» Voilà l'objet du tout nouveau livre de Régis Debray.

L'analyse à laquelle se livre Régis Debray n'est pas sans intérêt. L'auteur aborde plusieurs questions d'actualité et oblige le lecteur à se situer au-delà des problèmes soulevés. En effet, le lecteur non spécialisé sur les questions de défense pourra facilement se retrouver dans cet ouvrage. Réflexion tant philosophique que politique, «Tous azimuts» ouvre de nouvelles pistes et nous amène à nous interroger sur l'avenir du monde occidental.

L'Europe est en pleine mutation. À l'Est, les barrières tombent les unes après les autres. L'Europe issue de Yalta commence à être remise en cause. Ces transformations ne seront pas sans conséquences pour l'Europe et le système international, tant du point de vue politique que militaire. De ce fait, pour l'auteur, «l'Europe du grand dégel sera plus dangereuse que celle de la Guerre froide car plus déstructurée». Au niveau militaire, les propositions faites en matière de désarmement nucléaire et conventionnel, placent l'Alliance atlantique face à une crise d'identité et non à une crise politique, car «la voici en danger de paix, face à la pire des menaces : la disparition de la menace». De ce fait, en concentrant

son attention sur un ennemi préférentiel, c'est-à-dire l'URSS et le pacte de Varsovie, il y a eu, d'une certaine façon, un affaiblissement du flanc sud de l'Alliance, d'où pourrait venir la future menace. Donc, nous sommes passés d'un axe «Est-Ouest» improbable à un axe «Nord-Sud» probable.

L'auteur démontre qu'il est utopique, voire irréaliste, de penser l'Europe en termes «d'États-Unis d'Europe». Chaque État ayant ses particularités propres, c'est-à-dire son histoire, sa culture, etc., il semble difficile de penser que chacun voudra les remettre en cause. En fait, comme l'indique si bien Debray, l'Amérique a fait du neuf avec du neuf, l'Europe doit faire du neuf avec du vieux. Elle doit créer un système qui lui est propre. «L'Europe du possible est à présent celle du consensus».

Une Europe voulant jouer un rôle sur la scène internationale, amène bien des questions. En effet, qui devrait parler en son nom : Washington, Londres, Bonn ou Paris ? Au niveau des institutions, Régis Debray souligne l'incompatibilité des formules qui prévalent actuellement. En ce qui concerne l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), la prépondérance américaine entraîne une certaine dépendance; la communauté économique européenne (CEE) n'est pas compétente pour formuler des propositions en matière de défense et l'Union de l'Europe occidentale (UEO), bien qu'étant habilitée à traiter des questions de défense, «n'a ni troupe ni commandement propre». Il faudrait plutôt augmenter la coopération au lieu de créer un nouvel organisme voué sans doute, comme les trois autres, à un échec institutionnel. Vouloir créer une stratégie unique, une armée unique et un commandement unique ne serait qu'un leurre; mieux vaut unir les forces et les faiblesses au lieu de vouloir niveler les postures et les doctrines.

Abordant le cas de la France, l'auteur fait ressortir certaines ambiguïtés résultant de la politique de cette dernière. Un axe franco-allemand est-il possible ? Ces deux pays peuvent-ils avoir une stratégie commune ? Bien que ce sujet ait fait l'objet de beaucoup d'analyses et de

discussions, il semble utopique de penser à une telle solution. Une stratégie commune est difficile à obtenir et ce, pour plusieurs raisons : les priorités, les marges de manoeuvres et les affinités des deux pays ne sont pas les mêmes. De par sa position sur le continent européen, l'auteur démontre un illogisme de la politique militaire française, qui est de penser terrestre en oubliant le côté maritime. Quoique cette option ne soit pas rejetée (tout poussera la France à la maintenir), il fait remarquer que «notre défense nationale elle-même ne se joue plus aux frontières terrestres, mais très loin de nos côtes, par 100 mètres de fond au moins (SNLE) et dans l'espace, sur orbite géostationnaire».

La solution de Régis Debray est simple. Il prône un retour au concept gaullien tous azimuts. L'Europe, et donc la France, ne devront plus penser leur stratégie en fonction d'un ennemi préférentiel, concept qui ne semble plus correspondre à la réalité d'aujourd'hui, mais bien instaurer un nouveau système de défense qui ne soit dirigé contre personne, donc tous azimuts, utilisant toutes les ressources des pays européens et lui permettant d'assurer son indépendance et de prendre en main son destin.

— Pierre Lhotelin

Pierre Lhotelin est chercheur en relations internationales, à Montréal.

Une diplomatie de l'espoir. Le Canada et le désarmement 1945-1988

Albert Legault et Michel Fortmann

Presses de l'Université Laval/CQRI,
Québec, 1989
640 pages, 39 \$

■ L'intérêt porté aux questions de désarmement constitue une constante de la politique extérieure canadienne, le Canada ayant participé à la presque totalité des discussions

multilatérales de l'après-guerre dans ce domaine. C'est l'histoire de cette «diplomatie de l'espoir» menée par le Canada de 1945 à 1988 que retrace avec force de détails Albert Legault et Michel Fortmann, deux spécialistes québécois des questions de sécurité internationale.

Le livre débute par un examen du rôle à la fois contradictoire et complémentaire qu'assument le diplomate et le militaire dans l'activité internationale de l'État, et dont les efforts doivent s'unir dans le processus de désarmement. Les douze chapitres formant le corps du texte correspondent aux grandes séries de négociations auxquelles a participé le Canada et que l'on pourrait, pour reprendre la terminologie des auteurs, diviser selon «trois grands axes» : les discussions entreprises dans le cadre ou sous l'égide des Nations-Unies, les négociations dites «fonctionnelles», et enfin les tribunes de négociations interalliances.

Après une brève présentation du contenu, de la dynamique et du contexte de pourparlers, la position canadienne fait, dans chaque cas, l'objet d'une analyse minutieuse. Les auteurs accordent une attention toute particulière aux circonstances nationales entourant la formulation de cette position, à la mise en oeuvre des décisions ainsi qu'au suivi des initiatives auxquelles elles donnent lieu. Cette exploration systématique permet, au fil de l'ouvrage, de mettre en relief certains aspects fort intéressants de la participation canadienne. Ainsi, à titre d'exemple, l'examen des documents d'archives révèle que, loin d'être toujours harmonieuses, les relations entre le ministère des Affaires extérieures et celui de la Défense ont souvent été empreintes de tensions. Le texte tend également à démontrer que, malgré les divers changements de gouvernement, la politique canadienne en matière de désarmement et de contrôle des armements a fait preuve d'une remarquable continuité, ceci tant au plan des préoccupations concrètes liées à la substance des négociations (notam-